

Palmarès européen des meilleures gammes

L'Allemagne reste numéro trois

AVEC DEUX PRIX, LA FRANCE SE DISTINGUE

CATÉGORIE	NOMBRE DE PROMOTEURS	GRAND PRIX EUROPE	LAURÉAT FRANCE	LAURÉAT ESPAGNE	LAURÉAT ITALIE	LAURÉAT LUXEMBOURG
4 à 7 fonds	119	Gesalcala	Carmignac Gestion	Gesalcala	Leonardo	T. Rowe Price Funds
8 à 15 fonds	92	Banque de Luxembourg	Comgest	Mutuactivos	Ubi Pramerica	Banque de Luxembourg
16 à 25 fonds	66	Frank Russell	Covea Finance	Gesbankinter	Bipiemme Gestioni	Seb Invest
26 à 40 fonds	38	Oddo AM	Oddo AM	Invercaixa Gestion	-	Pictet
41 à 70 fonds	26	Groupama	Groupama	-	-	Julius Baer
71 à 100 fonds	12	Fortis IM	-	-	-	Dexia AM
Plus de 100 fonds	17	Invesco	Natixis	-	-	KBC AM

Source : FundClass

L'HONNEUR est sauf : l'encours total des fonds européens a progressé de 5,3 % en 2007 pour atteindre 7 925 milliards d'euros selon l'Efama (European Fund and Asset Management Association), en dépit d'un environnement boursier très chahuté durant tout le second semestre. L'immense majorité (78 %) des actifs européens sous gestion sont des OPCVM, les fameux Ucits en anglais, régis par la directive Ucits III, adoptée le 21 janvier 2002.

Ce texte fondateur donne aux OPCVM un passeport leur permettant de voyager dans les différents pays européens avec un minimum de formalités réglementaires. Autrement dit, un fonds de droit luxembourgeois relevant de cette réglementation peut être commercialisé dans les autres pays après une simple procédure d'enregistrement auprès des autorités locales : l'AMF en France, la Consob en Italie, etc. Avantage

immédiat pour les sociétés de gestion en termes de coût, puisque la gestion peut être concentrée en un seul et même lieu.

Ce lieu est, le plus souvent, le Luxembourg. « La bataille sur la domiciliation des fonds est terminée. Le Luxembourg et l'Irlande l'ont gagnée depuis longtemps », analyse Jean-Baptiste de Franssu, vice-président de l'Efama et directeur général d'Invesco Continental Europe. Le Grand-Duché a d'ailleurs collecté 188 milliards d'euros l'an dernier, et l'Irlande 80 milliards d'euros, alors que les autres pays européens ont subi une décollecte nette : - 59 milliards d'euros pour l'Italie, - 29 milliards d'euros pour la France, - 16 milliards d'euros pour l'Espagne. « La moitié de la collecte nette des OPCVM européens l'an dernier provient d'investisseurs asiatiques », se réjouit Jean-Baptiste de Franssu.

Le palmarès Eurofonds incar-

ne précisément cette Europe de la gestion en pleine construction. Le classement récompense, dans quatre pays (France, Italie, Espagne et Luxembourg), les établissements locaux les mieux notés par FundClass. Par ailleurs, les prix paneuropéens distinguent les meilleures sociétés de gestion, toutes nationalités confondues, dans chaque catégorie.

Tête de pont

Ces sept Grands Prix font la part belle aux maisons françaises et internationales, c'est-à-dire celles dont les fonds sont enregistrés dans plus de trois pays. Ainsi, les français Oddo AM et Groupama gagnent un Grand Prix respectivement pour les établissements de 26 à 40 fonds et de 41 à 70 fonds. Du côté des maisons internationales, Fortis IM l'emporte parmi les groupes gérant de 71 à 100 fonds et Invesco est récompensé pour les sociétés de plus de 100 fonds. Ces

deux groupes utilisent le Luxembourg comme tête de pont pour la gestion de leurs produits.

Côté distribution, en revanche, tout reste à faire. « Le réflexe d'investir sur des fonds luxembourgeois est entré dans les mœurs des gérants, des distributeurs et des clients. Mais la situation varie considérablement d'un pays à l'autre. L'Europe de la distribution n'existe pas encore », résume François Carlotti, directeur général de Franklin Templeton pour la France et le Benelux.

Rien n'empêche pourtant un épargnant français d'acheter un fonds belge ou luxembourgeois auprès de son intermédiaire dès lors qu'il est autorisé à la commercialisation par l'AMF. Mais la position dominante des banques dans la distribution française limite l'accès des investisseurs aux fonds externes. Des pays comme la Grande-Bretagne et l'Allemagne sont en comparaison bien plus ouverts.

AGNÈS LAMBERT

AVEC plus de 80 millions d'habitants, l'Allemagne devrait logiquement occuper une place centrale dans le paysage européen de la gestion collective. Pourtant, avec à peine plus de 1 000 milliards d'encours, l'industrie allemande de la gestion de fonds est dépassée par le Luxembourg et par la France.

Mais ces chiffres ne tiennent pas compte de l'énorme appétit des investisseurs allemands pour les fonds luxembourgeois. Ainsi, l'an dernier, les Allemands ont retiré 13,6 milliards d'euros des OPCVM allemands, mais ont versé 47,5 milliards d'euros sur les fonds du Grand-Duché. DWS, la société de gestion de fonds de Deutsche Asset Management (groupe Deutsche Bank), pilote à

elle seule 140 milliards d'euros, au premier rang des établissements allemands et parmi les dix premiers mondiaux. Derrière ce mastodonte, le marché allemand est très concurrentiel, notamment en raison de l'importance prise par les conseillers indépendants dans la distribution des produits financiers.

Les banques de réseau allemandes n'hésitent pas à proposer à leurs clients particuliers des fonds tiers. Les fonds luxembourgeois de Fidelity sont par exemple proposés aux clients d'HypoVereinsbank et de Dresdner Bank depuis 2000, de Commerzbank depuis 2001, et à ceux de Postbank et Deutsche Bank depuis 2003.

A. L.

La City, paradis des indépendants

LE ROYAUME-UNI occupe la cinquième place en Europe avec près de 800 milliards d'euros d'actifs gérés. Le marché anglais de la gestion collective a mieux résisté que ses voisins en 2007 : les encours y ont progressé de 6 %, probablement grâce à la culture financière des Britanniques, tandis que les investisseurs de l'Europe du Sud, moins rompus aux marchés d'actions, ont vendu massivement.

Autre spécificité locale, les conseillers indépendants (IFA pour Independent Financial Adviser) jouent un rôle majeur. « Ils contrôlent 75 % de la distribution, et leur poids a sensiblement augmenté ces dernières années », confirme François Carlotti, directeur général de Franklin Templeton pour la France et le Benelux. La force de

frappe des conseillers financiers est directement liée à la présence, en Grande-Bretagne, de grandes sociétés de gestion indépendantes, dont le modèle de distribution repose directement sur ces IFA. De fait, le marché n'est pas cadencé par les grands réseaux bancaires.

« En Grande-Bretagne, la gestion d'actifs est un métier à part entière, qui n'est pas nécessairement développé au sein d'un groupe de distribution bancaire. Contrairement au marché français, on trouve à Londres d'importantes sociétés de gestion indépendantes ne faisant que le métier de gestion d'actifs et pilotant plusieurs centaines de milliards d'euros », explique Philippe Lecomte, directeur général de Schroder en France.

A. L.

Luxembourg : la plaque tournante

EN 1985, la Commission européenne émit sa première directive sur les OPCVM. Le grand-duché de Luxembourg traduisit rapidement cette directive en législation nationale, jetant les bases d'un succès aussi spectaculaire qu'inattendu. En 1987, le premier fonds luxembourgeois avait collecté 270 millions d'euros.

Véritable plaque tournante de l'industrie des fonds européens, le Luxembourg compte aujourd'hui 2 900 fonds. Leur encours total s'élevait à 1,9 billion d'euros fin 2007. Le pays est désormais le leader européen et le numéro deux mondial de la gestion collective (après les Etats-Unis).

Le Grand-Duché a su profiter à plein de la directive Ucits III de 2002 sur le passeport européen des fonds, lui permettant d'exporter facilement ses produits dans le reste de l'Europe. En 2007, le Luxembourg a de nouveau bénéficié d'une avancée importante à travers la refonte de la loi sur les fonds spéciaux, qui permet aux investisseurs privés avertis d'investir dans ces fonds. Cette législation très libérale a entraîné la création de 350 nouveaux fonds depuis février 2007.

Résultat : 188 milliards d'euros ont été collectés dans les fonds luxembourgeois en 2007. Mais la crise financière pèse sur les souscriptions puisqu'en 2006 le Grand-Duché avait attiré 241 milliards d'euros supplémentaires.

Etant une place internationale, le Luxembourg accueille de nombreuses entreprises étrangères. Le palmarès Eurofonds reflète cette diversité. Aux côtés de la Banque de Luxembourg, on y retrouve l'américain T. Rowe Price, l'allemand Seb Invest, les suisses Pictet et Julius Baer, la franco-belge Dexia et le belge KBC.

HELMUT WYRWICH

(« TAGEBLATT » POUR « LE MONDE »)
ETA. L.

L'Italie victime de sa fiscalité

LES TEMPS sont durs pour l'industrie italienne de la gestion. Alors que la collecte nette atteint 170 milliards d'euros sur l'ensemble des OPCVM européens en 2007, l'Italie est en situation de forte décollecte : les investisseurs ont retiré 59 milliards d'euros des fonds italiens l'an dernier. Pis, les actifs sous gestion ont baissé en trois ans : ils s'élevaient à 545,7 milliards d'euros en février 2005, avant d'atteindre un pic de 609,7 milliards en février 2007, grâce à la hausse des marchés boursiers. Mais à fin février 2008, les 60 sociétés de gestion italiennes ne pilotent plus que 529 milliards d'euros.

L'association italienne de la gestion, Assogestioni, met la désaffection des investisseurs sur le compte de la fiscalité italienne, qui taxe les fonds à la source, au niveau du calcul des valeurs liquidatives. « La notation des fonds et des promoteurs italiens est donc

pénalisée », confirme Stéphane Granté, analyste chez FundClass.

Seuls trois prix ont été attribués cette année en Italie : Leonardo l'emporte pour les établissements proposant de 4 à 7 fonds notés par FundClass ; Ubi Pramerica gagne pour les maisons de 8 à 15 fonds et Bipiemme Gestioni est récompensée pour les groupes de 16 à 25 fonds. Mais aucune maison italienne n'est distinguée au niveau européen.

L'Assogestioni demande un alignement de la fiscalité italienne sur le reste de l'Europe. Cela ne suffira pas à redorer le blason de la gestion transalpine : la stratégie de distribution des banques, contrôlant les sociétés de gestion, est aussi en cause. En revanche, la concentration en cours dans le secteur bancaire, combinée à l'arrivée des gestionnaires étrangers sur le marché italien, pourrait changer la donne.

GLAUCO MAGGI (« LA STAMPA »)
POUR « LE MONDE » ET A. L.

Peu de lauréats en Espagne

À MOINS DE 280 milliards d'euros, l'industrie espagnole des fonds d'investissement ne pèse que 3,5 % du total européen. Loin d'avoir atteint sa maturité, le marché espagnol n'a pas connu l'essor du marché français, qui a décollé dans les années 1980 grâce au succès des sicav monétaires.

L'an dernier, la décollecte a atteint 16 milliards d'euros, soit une baisse des encours de 5,7 %. Les trois quarts des retraits ont concerné les produits investis en actions. FundClass a évalué 72 établissements espagnols commercialisant 1 785 fonds notés. Les produits obtenant cinq étoiles, la meilleure notation, sont au nombre de 72, soit seulement 4 % du total. Un score médiocre comparé à la France (5,1 %).

Fait singulier, les sociétés de gestion espagnoles ne sont récompensées que dans quatre catégories. Gesalcala l'emporte parmi

les établissements proposant moins de sept fonds notés ; Mutuactivos dans la catégorie 8 à 15 fonds ; Gesbankinter se distingue dans la classe allant de 16 à 25 produits et Invercaixa Gestion est récompensée dans le compartiment 26 à 40 fonds.

En revanche, il n'y a aucun gagnant hispanique dans les catégories supérieures. Parce qu'il n'existe pas de société gérant entre 71 et 100 fonds en Espagne. Et parce que le meilleur établissement espagnol affiche une note négative dans les autres groupes.

A noter, enfin, l'exploit du petit Gesalcala, vainqueur européen dans la première catégorie, celle composée de 119 « boutiques » gérant moins de sept fonds. Gesalcala devance de quelques points le français Carmignac Gestion et les britanniques Allchurch et Scottish Friendly.

A. L.

AU-DELÀ DE L'INFORMATION

RETROUVEZ FRANCE 24 SUR LE CÂBLE, LE SATELLITE ET SUR FRANCE24.com

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE 24H/24 INTERNATIONAL NEWS 24/7 قناة 24 ساعة للأخبار الدولية

FRANCE 24